

La voix de l'Opposition de gauche

TSCG. Quand la gangrène s'emmêle, le régime peut dormir sur ses deux oreilles.

10 septembre 2012

Tous ce que comptent comme philistins, tartufes, charlatans, illusionnistes, ignares et parasites le mouvement ouvrier, les intellectuels et la petite-bourgeoisie s'est réveillés et donnés rendez-vous pour voler au secours de Hollande et de l'Union européenne, en se retrouvant en famille dans un collectif ou trônent staliniens, néo staliniens, crypto-staliniens, gauchistes, sociaux-libéraux qui s'ignorent, ayant tous en commun d'être inféodés aux institutions de la Ve République et au capital. Vous en trouverez la liste à la fin de cet article.

Ils ont sorti une déclaration non datée et un appel daté du 6 septembre. Je n'ai pas perdu mon temps à chercher qui était à l'origine de ce collectif, j'ai relevé qu'en postant leurs document ils les signaient "*Collectif pour un audit citoyen*", parce que voyez-vous la question de la dette de l'Etat, que les capitalistes nous ont refilee pendant qu'eux ont conservé les profits et perçus des centaines de milliards d'euros, cela se discuterait, cela se négocierait, nous pensons le contraire.

Il n'y a rien à discuter ou à négocier, sauf à chercher à savoir à quel niveau il fallait placer la barre au-dessus de laquelle l'exploitation capitaliste serait insupportable, car en dessous on devrait s'en accommoder, ce qui revient à se placer dans la perspective de la pérennité du capitalisme, alors que nous combattons pour le faire disparaître de la surface de la planète. Chacun place la barre en fonction de sa propre condition et de sa conception de la société, y compris les capitalistes qui sont la classe dominante, donc l'étalon qui fera office de jugement dernier sera le profit.

Les travailleurs n'ont pas de dettes à régler aux capitalistes puisque ce sont eux qui collectivement produisent les richesses, tandis que les gangsters de la finance et les rentiers les rançonnent comme de vulgaires voleurs.

En Grèce, il serait possible de mener campagne pour que les 300 ou 400 milliards d'euros détournés par les privilégiés dans des paradis fiscaux soient confisqués, ce qui permettrait de rétablir immédiatement les droits sociaux qui ont été soustraits aux travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières années. Il faut un gouvernement révolutionnaire pour prendre une telle mesure.

Revenons à notre objet.

Dans le premier paragraphe ils dramatisent, dans le second ils vous livrent à la fosse aux lions, aux institutions, ce sont les nouveaux jeux du cirque.

Ce sont des charlatans ou ils sont instrumentalisés par le régime, quand on lit dans leur lettre aux députés : "*Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie*", quel malheur ! signifiant par là qu'ils souhaitent la survie de l'UE, alors qu'on veut la mettre à bas, l'abattre, tout comme leur démocratie à laquelle on devrait accoler dictature, on ne peut pas souscrire à une telle perspective, c'est entretenir des illusions dans l'Union européenne, conception des Américains, dans les institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Ils poursuivent dans le même registre en s'adressant aux députés du PS, il faut sauver l'UE : "*C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe*", autrement dit la réformer, donc cette lettre et ce geste ont pour fonction de venir au secours de l'UE, comme si sa raison d'être et ses fondations n'étaient pas de servir les intérêts de l'oligarchie financière.

D'ailleurs il faut faire avec ce qui existe, vous constaterez que c'est une constance chez eux, pas question de faire table rase du passé, ils le confirmaient dans le deuxième paragraphe de leur appel : "*L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires*", ceux du PS en particulier ils ajoutaient, alors que le TSCG sera adopté grâce aux voix de l'UMP et des centristes, entre se fâcher avec Hollande et le gouvernement et voter contre pour faire plaisir à des gens qu'on ne connaît même pas et dont on se moque éperdument, et voter pour en espérant un service en retour et la considération du chef, ils ne vont pas hésiter longtemps ou pas du tout.

Pourquoi devrait-on convaincre des élus qui pensent le contraire de nous ou qui se placent sur le terrain du capitalisme, c'est grotesque, c'est comme demander à Arnault d'abandonner sa fortune ! C'est entretenir des illusions dans le PS, c'est rouler pour lui, et comme il roule pour le régime, c'est soutenir le régime en place, nous sommes donc en présence d'une entreprise à caractère réactionnaire.

Ils veulent que l'UE renégocie ce traité, qu'elle leur concocte un bon traité, conforme aux intérêts des travailleurs, parce que lui non plus il ne reposerait pas sur une base pourrie, vous voyez qu'ils veulent absolument tout conserver, ce sont des conservateurs.

En ce qui nous concerne, nous estimons que l'UE est illégitime pour rédiger et encore moins pour nous imposer un traité, et que piétinant les principes élémentaires de la démocratie, viole le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et par conséquent doit être déclarée illégale et nuisible à la société. L'Union européenne est la négation des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Nous ne demanderons pas à des élus qui ont adopté le programme de F. Hollande dans lequel figuraient le respect des règles de Maastricht et la ratification du TSCG de voter contre leurs convictions ou de se renier, nous les laissons là où ils sont pour mieux les combattre ainsi que leur politique.

J'ai fait une distinction parce qu'on combat également leur tendance à mentir effrontément, leur hypocrisie, leur suffisance, leurs traits de caractère minables, sournoiserie, perfidie, mesquinerie, frustration qui se transforme en autoritarisme, fausse modestie à vomir... Comme ils disent dans l'autre monde, ils n'ont même pas la classe, ils n'en sont que l'ombre et s'effacent quand le soleil est au zénith, quand cette classe reprendra les commandes qu'elle n'a jamais vraiment lâchées d'ailleurs. Le PS est le suppléant du parti de l'ordre au pouvoir pour continuer la même politique anti-ouvrière et il ne peut pas remplir une autre fonction.

Les parlementaires du PS sont les commis politiques de la classe qui détient le pouvoir économique, avec la particularité de se réclamer d'un socialisme tellement édulcoré, qu'il ne fait plus office que de service après-vente auprès d'une certaine clientèle de privilégiés, intellectuels, artistes, médias, bourgeois, banquiers, etc. Autour s'agglutinent tous un tas d'organisations ou associations que les staliniens et les sociaux-libéraux ont créé eux-mêmes et qui servent à rassembler et instrumentaliser les éléments les plus impatientes des classes et couches moyennes qui ne supportent pas de voir leur niveau de vie diminuer, elles servent de rabatteurs pour le compte du régime en orientant leurs aspirations dans la perspective d'un capitalisme à visage humain, alors que chaque jour qui passe, la

pire des barbarie s'abat au quatre coin du monde sur des centaines de millions de travailleurs innocents et leurs familles.

C'est ainsi que, sans que le TSCG ne soit ratifié, Hollande serait en mesure d'appliquer une politique sociale exemplaire, il en aurait la volonté, si, si :

"Il va priver la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique", formule qui s'apparente à celle employée par le Medef, la CFDT ou le gouvernement dans le cadre du dialogue antisocial qui vient de s'ouvrir pour rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs, puisque nulle part il n'est question de remettre en cause les rapports sociaux de production existant.

Donc, ils veulent venir en aide à Hollande pour qu'il puisse appliquer une bonne politique sociale, pour qu'il montre qu'il est un vrai socialiste, comme si c'était dans ses intentions, quelle crasse ignorance !

Ils se leurrent sur ce qu'est le PS, sa fonction, ou ils feignent plutôt de l'ignorer, mieux peut-être, ils ignorent que l'exercice du pouvoir est lui-même institutionnalisé et que presque chacun de ses gestes ou rendez-vous sont dictés à Hollande, ses bains de foule et chacune de ses apparitions médiatiques faisant partie du même scénario.

Si vous n'êtes pas encore convaincu que nous sommes en présence d'une opération consistant à soutenir l'UE au lieu de la combattre, le dernier extrait devrait finir de vous convaincre.

Attention, un effroyable malheur nous guette, c'est horrible, imaginez un instant que la zone euro éclate :

"Or le Pacte budgétaire va au contraire renforcer les contradictions internes à la zone euro et pourrait mener à son éclatement", mais on en rêve chaque nuit, ce n'est pas un cauchemar, mais une délivrance annonciatrice des plus grands combats de classe de tous les temps, voilà ce qui les effraie, ce qu'ils veulent éviter à tout prix, car ces parasites tirent profit de la situation actuelle et comptent bien continuer.

A ce propos, la semaine dernière l'illusionniste Mélenchon en balade à Hénin a constaté lui-même, lors d'une diffusion sur le marché de cette ville, que les travailleurs se foutaient pas mal du TSCG, à croire que lorsque l'on descend au niveau des couches inférieures exploitées on ne rencontre que des abstentionnistes du 17 juin qui n'ont rien à perdre, ce qui n'est pas le cas des signataires de cet appel ou de cette déclaration qui sont tous financés par l'Etat dont certains par l'UE.

Pour conclure, on aura compris qu'ils réclament un bon traité à l'UE, un traité *"renégocié"* par les technocrates de Bruxelles, Barroso, Draghi, Merkel, etc., nous ne pouvons pas cautionner une telle opération qui a pour fonction de canaliser le rejet qu'inspire ce traité auprès de certaines couches de travailleurs, pour finalement que son adoption se passe dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire, sans que soit remis en cause la légitimité de l'UE et des institutions de la Ve République.

Ils volent au secours de Hollande, qui, s'il se sentait acculé, pourrait déclarer en empruntant un air malheureux, qu'il n'a pas pu renégocier ce traité et qu'il s'en excuse humblement, parce qu'il n'était pas seul à prendre la décision, patati patata et le tour est joué.

Pour cette raison, nous ne signerons ni leur appel ni leur déclaration qui finalement va servir à faire passer le TSCG.

Vous noterez qu'en dehors du PRCF, du POI et de LO, qui ne figurent pas parmi les signataires de ces documents, la quasi-totalité des partis et organisations du mouvement ouvrier se retrouve dans ce collectif dont le PS tire les ficelles et le PCF joue les petites mains.

Appel à mobilisation contre le Pacte budgétaire !

Posté le 6 septembre 2012 par Collectif pour un audit citoyen.

La ratification du Pacte budgétaire par la France début octobre serait un évènement grave. Elle imposerait durablement une politique d'austérité. Nous, organisations associatives, syndicales et politiques, avons décidé de mener ensemble une vaste campagne d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, avec en particulier une grande manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

L'intervention des citoyens dans le débat démocratique doit convaincre les parlementaires, particulièrement celles et ceux qui ont été élus sur la promesse d'une renégociation de ce Pacte budgétaire, de refuser sa ratification et de permettre ainsi la réouverture du débat en Europe. L'appel en permanence à la signature de toutes les organisations qui souhaitent contribuer à ces objectifs.

Premiers signataires de l'appel : Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de Gauche (Fase, C&A, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, PCF, PCOF, Parti de Gauche, République & Socialisme), Marches Européennes, NPA, Résistance Sociale, Solidaires, Sud BPCE.

Leur lettre aux députés.

Monsieur, Madame le (la) Député-e

François Hollande, candidat, s'est engagé devant les Français à renégocier le nouveau Traité pour la stabilité, la coopération et la gouvernance, dit aussi Pacte budgétaire, signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy. Aujourd'hui le gouvernement présente pour ratification au Parlement ce même Traité, rigoureusement inchangé.

Le Pacte budgétaire interdit les déficits publics et donne aux instances européennes des pouvoirs de sanction inédits contre les pays en difficulté. Dans l'espoir de rassurer les créanciers et les spéculateurs, il impose aux États une austérité perpétuelle sans apporter aucun remède aux causes réelles de la crise: la concurrence effrénée au sein de la zone euro et la domination des marchés financiers. Ce Pacte va aggraver le chômage et bloquer toute amorce de transition écologique. Les très maigres mesures « pour la croissance » adoptées par le Conseil européen fin juin n'y changeront rien.

Si la construction européenne devait se poursuivre contre les intérêts et la volonté des peuples, elle n'y survivra pas, pas plus que la démocratie. C'est pourquoi nous vous demandons de voter contre le Pacte budgétaire. Votre vote, et le rejet du Traité par la France, permettront de rouvrir le débat pour réorienter l'Europe.

En vous remerciant de votre réponse, que nous publierons, croyez, Monsieur, Madame le (la) Député-e, à nos sentiments républicains.

Le Collectif pour l'audit citoyen de la dette publique

Leur déclaration *Non à l'austérité permanente. Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* figure dans leur blog www.audit-citoyen.org

Membres : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marche Mondiale des Femmes France, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires

Soutiens : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et Socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance, PCOF

Signataires à ce jour du texte de référence (membres du collectif) :

Membres du collectif : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance

Observateurs : Acrimed, Alternatives Economiques, Droit au logement (DAL), Désobéissants